



REPUBLIQUE DU BENIN



MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE

UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI (UAC)

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION
(FASEG)

MEMOIRE DE LICENCE PROFESSIONNELLE

FILIERE : ECONOMIE APPLIQUEE

THEME :

**Impact des investissements privés sur la croissance
économique au Bénin**

Réalisé et Soutenu par :

Jonas ESSOU & S. Gildas Ernest ANAGONOU

Sous la direction de :

Dr Bernard HOUNMENO
Enseignant-chercheur à la FASEG / UAC

Décembre 2016

AVERTISSEMENT

La Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université d'Abomey-Calavi n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans ce mémoire. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DÉDICACE

Je dédie ce travail :

- ✓ A mon père Mr Michel Kedji ESSOU ;
- ✓ A ma tendre et chaleureuse mère Mme Cicatin LOKOSSOU.

Jonas ESSOU 

DEDICACE

Je dédie ce travail :

- ✓ A mon père Mr Aglossi Joseph ANAGONOU ;
- ✓ A ma tendre et chaleureuse mère Mme Véronique MEDEGNON.

Gildas ANAGONOU 

REMERCIEMENTS

La réalisation de ce mémoire a été facilitée par la contribution appréciable de personnes aussi diverses que nombreuses. C'est une occasion pour nous de leur témoigner nos sincères gratitude, ainsi que nos vifs et profonds remerciements. Nous adressons particulièrement nos remerciements :

- Au Doyen de la FASEG le Pr. Charlemagne IGUE.
- Au Dr Bernard HOUNMENO, Enseignant-chercheur à la FASEG qui a accepté, malgré ses multiples charges superviser ce travail avec rigueur et dévouement.
- A tous les Enseignants de la FASEG qui ont contribué à notre formation et à notre réussite.
- A tout le personnel de l'administration de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG).
- A tous les amis de notre promotion.
- A nos frères et sœurs Guy, Célestin, Vincent, Alexis, Nathalie et Solange ANAGONOU sans oublier mon oncle Jean AKONDE.
- A nos amis Achille MEKPOE, Ludovic DOMINGO, André TOWOU, Bruno ADJOVI, Achille TCHOGBE, Pascal GBEHI, JuvenceFranck HAWENON, Mariette GNAHOUI, Maryse et Epiphane sans oublier ma meilleure amie Rickmath ALLODJISSODE et mon directeur du cours primaire Léon DOMINGO.
- A tous ceux qui de près ou de loin ont contribué de quelle manière que ce soit à la réalisation de ce mémoire et dont nous n'avons pas pu citer les noms.

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

- ADF** : *Augmented Dickey- Fuller*
- AFD** : Agence Française de Développement
- BM** : Banque Mondiale
- CDI** : Centre pour le Développement des Industries
- CPI** : Centre de Promotion des Investissements
- CSR** : Cadres Stratégiques de Réduction de la Pauvreté
- DGAE** : Direction Générale des Affaires Economiques
- FFS** : Fonds Francophone de Soutien à l'entreprise
- FMI** : Fonds Monétaire Internationale
- IDE** : Investissements Directs Etrangers
- IPPTE** : Initiative Pays Pauvres très Endettée
- MCE** : Modèle à correction d'erreur
- MCO** : Moindres Carrés Ordinaires
- ODD** : Objectifs de Développement Durable
- OSD** : Orientations Stratégiques pour le Développement
- PAS** : Programmes d'Ajustement Structurels
- PEA-BAD** : Perspectives Economiques Africaine de la Banque Africaine de
Développement
- PIB** : Produit Intérieur Brut
- SCR** : Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté
- SFI** : Société Financière Internationale
- UEMOA** : Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Signes attendus des coefficients des variables.....	12
Tableau 2 : Taux de croissance économique sectorielle	18
Tableau 3 : Evolution des indicateurs relatifs à la dynamisation du secteur privé et au développement de l'entreprise.....	20
Tableau 4: Test ADF sur les variables en niveau (au seuil de 5%)	30
Tableau 5: Test ADF sur les variables en différences premières (au seuil de 5%)	31
Tableau 6 : Présentation des résultats d'estimation du modèle de long terme	32
Tableau 7 : Présentation des résultats d'estimation du modèle de court terme	35

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution du logarithme du PIB, de l'investissement privé et du crédit privé au Benin (1985-2015)	21
---	----

RÉSUMÉ

L'investissement constitue l'une des composantes essentielles d'une nation de par sa contribution à la formation du PIB. Ainsi, beaucoup d'études se sont intéressées aux déterminants de l'investissement en particulier l'investissement privé et à la relation entre ce dernier et la croissance économique. La revue de littérature à ce sujet montre que les investissements privés bien qu'en hausse contribuent très peu à la croissance et à la réduction de la pauvreté. Dans le contexte actuel marqué par l'engagement de l'État béninois d'apporter des solutions durables aux difficultés liées aux investissements afin de permettre au secteur de jouer son rôle de levier de développement, la présente étude cherche à revisiter le lien entre investissements privés et croissance économique au Bénin.

L'étude utilise des données temporelles sur la période 1985-2015. A l'aide de la méthode des moindres carrés ordinaires, nous analysons l'impact de l'investissement privé et du crédit fourni au secteur privé sur la croissance économique. Il ressort des estimations effectuées que l'investissement privé a un effet positif sur l'activité économique. Quant aux crédits privés ils n'expliquent que faiblement la croissance économique au Bénin. Ceci témoigne qu'au-delà de la disponibilité des financements, la problématique de l'accès au financement reste posée.

Summary

Investment is one of the essential components for a nation a part from its contribution to the GDP. Then, many studies have been interested in the determinant of investment in particular private investment and to its relation with economic grove. The literature review in this case shows that private investment though its raise contribute very little bit to the grove and poverty decreasing. In the current context marked by the engagement of Beniniese state to bring durable solution to the difficulties related to investment another to let

sector play its role as development lever. The current study aims at to revisit the link between private investment and economic grove in Benin.

The study uses temporal data over the period 1985-2015 with ordinary least squares method we analyses the impact of private investment and to the credit afforded to the private sector on economic grove. He springs estimation carried out that the private investiment have a positive effect on economic activity. As for private loan, the don't explain that weakly the economic grove in Benin. This testify that beyond of the availability of financially the problem of access of financially stay landed.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
Chapitre I: Cadre théorique et méthodologie de l'étude	3
Section 1 : Cadre théorique de l'étude	3
Section 2 : Revue de littérature et méthodologie de l'étude	5
Chapitre II: Investissements privés et croissance au Bénin	17
Section 1 : Evolution de l'investissement privé et la croissance au Bénin.....	17
Section 2 : Climat des investissements privés au Bénin	22
Chapitre III : Présentation, analyse des résultats, implication de politique économique et limites de l'étude.....	30
Section 1 : Résultats des tests.....	30
Section 2 : Analyse des résultats, implication de politique économique et limites de l'étude	36
CONCLUSION	42
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	43

INTRODUCTION

Les économies des pays en voie de développement sont en général caractérisées par des industries qui se heurtent à des difficultés liées à l'environnement économique. Pour résoudre ces problèmes, des mesures de plusieurs ordres sont initiées par les gouvernants de ces pays dans le but de relancer les secteurs clés de l'économie dont le secteur privé. Ces mesures sont destinées à réduire les coûts de production et à améliorer la performance des entreprises. Il serait donc logique de considérer cette intervention de l'État comme un accompagnement des facteurs privés dans le processus de développement.

L'économie béninoise, depuis les indépendances, est caractérisée par un secteur privé quasi-absent du processus de développement. Face aux difficultés relatives au manque de compétitivité, l'amélioration de l'assiette fiscale¹ et l'environnement financier à travers ses composantes ont été mise en œuvre par les gouvernements successifs. Le Bénin s'est donc engagé dans une politique qui vise la recherche d'une croissance économique pour l'amélioration du bien-être de la population. Ces priorités sont traduites comme axes stratégiques dans les Objectifs de Développement Durable (ODD), le document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (SCRCP) et les Orientations Stratégiques pour le Développement (OSD). Et comme le souligne ces documents de planification à long terme, il ne peut y avoir croissance sans un niveau d'investissement soutenu. Les dépenses en biens d'investissement jouent en effet un rôle essentiel non seulement dans la croissance de long terme mais également dans l'activité économique à court terme car l'investissement reste la composante la plus volatile de la production. De ce fait, plusieurs auteurs ont eu à montrer l'importance des investissements privés dans la formation de la croissance. Cependant, le constat est que ce secteur tarde à participer de manière significative à la croissance et à la réduction de la pauvreté. Malgré les efforts, le Bénin

¹ Amélioration de l'assiette fiscale : Loi N°2010 portant loi de finances pour la gestion 2011 page 61

enregistre des performances peu reluisantes en matière de croissance de la production et de l'investissement. Ceci justifie la pertinence de notre étude sur l'efficacité des investissements privés sur la croissance économique au Bénin.

La légitimité d'une telle étude est renforcée par le contexte actuel du pays marqué par l'engagement de l'État béninois d'apporter des solutions durables aux difficultés liées aux investissements à travers une série de mesure incitative dont entre autres, l'amélioration du climat des affaires, des réformes au niveau de la douane, l'installation des zones franches industrielles et l'amélioration du code des investissements.

Le présent travail qui analyse l'impact des investissements privés sur la croissance économique au Bénin est organisé en trois chapitres. Le premier chapitre s'intéresse au cadre théorique et l'approche méthodologique adoptée. Le second chapitre fait l'état des lieux de l'investissement privé et de la croissance économique au Bénin. Le troisième chapitre aborde l'analyse empirique de l'efficacité de l'investissement privé sur la croissance économique au Bénin.

Chapitre I: Cadre théorique et méthodologie de l'étude

Ce chapitre présente la problématique, la synthèse des travaux sur les investissements privés et la croissance économique ainsi que la méthodologie adoptée dans le cadre de cette étude.

Section 1 : Cadre théorique de l'étude

Paragraphe 1 : Problématique et intérêt de l'étude

I- Problématique de l'étude

Le niveau de bien-être économique et social auquel aspire toute population passe sans doute par la mesure de la production globale ou par tête d'habitant. Pour cela il est nécessaire de chercher à savoir comment se détermine cette production nationale. Outre la consommation, l'investissement constitue la seconde grande composante de la demande globale. Mais contrairement à la consommation qui est l'élément relativement stable de la demande globale, l'investissement est la partie la plus volatile (Mankiw, 2003). Sa volatilité est souvent à l'origine des phases de récessions et d'expansion observées au cours d'un cycle économique. C'est dire alors que l'investissement constitue un levier important de la croissance économique et de réduction de la pauvreté.

Au Bénin, la stratégie de développement économique a mis l'accent sur la réduction de la taille et du rôle de l'administration publique, la rigueur budgétaire et la prééminence de l'initiative privée face au ralentissement de la croissance de la production et de détérioration de l'infrastructure socio-économique observées dans les années 1970 et 1980. Entre 1993 et 2003 le Bénin a donc mis en œuvre des programmes de Réformes économiques appuyés par des accords avec les institutions de *Bretton Woods* et la Communauté internationale. Ces programmes visent à renforcer les assises d'une croissance soutenue tirée par le secteur privé et réduire la pauvreté grâce à l'assainissement des finances publiques, à l'augmentation des dépenses engagées dans la lutte contre la pauvreté et

l'approfondissement des réformes structurelles. Les différentes réformes entreprises par le Gouvernement ont permis alors au pays de connaître des taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) relativement élevé, soit 4,8% pendant la période 1990-2003 contre 2,3% pour l'Afrique subsaharienne. Ces performances sont dues à la hausse des investissements mais aussi à l'accroissement de la productivité totale des facteurs.

Les observations montrent aujourd'hui que le ratio de l'investissement privé au PIB est passé de 12,15% en moyenne sur la période 1990-2000 à 16,32% en 2014 et 17,59% en 2015 (BM, 2016). Bien que faible, ce taux témoigne de l'importance des différentes réformes accomplies. Dans le contexte actuel marqué par l'engagement de l'État béninois d'apporter des solutions durables aux difficultés liées aux investissements afin de permettre au secteur de jouer son rôle de levier de développement, il ne serait pas inutile de revisiter le lien entre les investissements privés et la croissance économique au Bénin².

II- Intérêt de l'étude

Au regard de nos objectifs, cette étude présente des intérêts multiples. D'une part, l'analyse de l'impact des investissements privés sur la croissance économique au Bénin permettra de formuler à l'endroit des pouvoirs publics des dispositions visant à attirer les investissements privés. Ceci, dans l'optique d'orienter les politiques économiques en faveur de l'amélioration de la croissance économique au Bénin. D'autre part, notre étude permettra de ressortir les forces et faiblesses que représente l'investissement privé au Bénin, ceci reste importante pour les investisseurs potentiels dans le contexte actuel de financement du développement.

² DGAE & INSAE 2015

Paragraphe 2 : Objectifs et Hypothèses de recherche

I- Objectifs

L'objectif général de cette étude est de montrer la contribution des investissements privés à la croissance de l'économie béninoise. De façon spécifique il s'agit de :

OS1 : Evaluer l'effet des investissements privés sur la croissance économique ;

OS2 : Analyser la contribution des crédits accordés au secteur privé par le système bancaire à la croissance économique au Bénin.

II- Hypothèses de l'étude

De nos objectifs spécifiques découlent les hypothèses suivantes :

H1 : Les investissements privés ont une influence positive sur la croissance économique au Bénin ;

H2 : Les crédits accordés au secteur privé favorisent la croissance économique au Bénin.

Section 2 : Revue de littérature et méthodologie de l'étude

Paragraphe 1 : Revue de littérature

I- Fondements théorique sur l'investissement et la croissance économique

L'idée de l'accroissement des investissements privés à travers une amélioration de l'environnement est mise en exergue par des rapports et les travaux de certains auteurs. Entre autre, le Rapport sur le Développement dans le Monde de la Banque Mondiale (Smith et al, 2005) qui soutient qu'un bon climat de l'investissement permet de stimuler la croissance. De même, selon ces auteurs, il est essentiel d'instaurer un environnement susceptible de promouvoir des processus compétitifs, que Schumpeter qualifie "de destruction créatrice" où les entreprises ont la possibilité et le désir de tester leurs idées, de s'évertuer à obtenir du succès et de prospérer ou d'échouer.

Cette corrélation positive théorique entre climat des investissements et croissance découle d'une hypothèse sous-jacente de corrélation positive entre climat des investissements et investissements d'une part et d'une hypothèse de corrélation positive entre investissements et croissance économique d'autre part. Ces relations sont sous-tendues par une vaste littérature économique qui s'est employée à montrer que les investissements déterminent pour une grande partie les fluctuations de l'activité économique. C'est ce que Samuelson (1939) s'est employé à faire à travers le principe de l'oscillateur qui combine les effets du principe de l'accélérateur (Clark, 1917) et du multiplicateur keynésien (Keynes, 1936) pour que les fluctuations du Cycle des affaires soient déterminées par l'interaction des variations de la demande et des décisions d'investissements des firmes.

Ce postulat dominant qui tend à montrer qu'un assainissement du climat des investissements est susceptible d'agir positivement sur les investissements qui, à leur tour hausseraient le niveau de l'activité économique est quelque peu contesté par un courant néolibéral qui n'y voit seulement qu'une légitimation d'un interventionnisme public accru. En restant dans un cadre d'analyse théorique ultralibéral, de nombreux auteurs vont à la suite de Huntington (1968) soutenir que seuls les gains espérés constituent les déterminants absolus de l'investissement. Pour eux les rendements espérés de l'investissement sont les véritables signaux qui orientent l'homoéconomus optimisateur qu'est l'investisseur. Ils contestent ainsi l'ensemble des mesures que l'État serait censé prendre pour améliorer le climat des investissements afin d'agir positivement sur les investissements.

Quant à la nature des relations entre investissement et croissance, les travaux théoriques partent des travaux de Keynes (1936) qui montre dans le cadre d'une analyse macroéconomique et qui pose l'investissement comme composante fluctuante de la demande globale, comment celui-ci peut avoir un effet multiplicatif sur la production. A ce niveau le point de désaccord entre les ultralibéraux et les adeptes de la vulgate keynésienne va se situer sur l'apport différencié des investissements publics et privés à la croissance économique. Si

l'école de la nouvelle économie classique (Lucas, 1988) va suivre Friedman (1963) dans son analyse avec les hypothèses d'anticipations pour dénier à l'investissement public une quelconque contribution à la croissance, ceux-ci se verront réhabilités avec les théories de la croissance endogène impulsée par Romer (1986). En endogénéisant les nombreuses externalités qui caractérisent les investissements publics, ce dernier courant conclut que les dépenses publiques en capital humain et en recherche-développement, sont à la base du progrès technologique qui accélère la croissance économique.

Pour ce qui est des effets positifs de l'investissement privé sur la pauvreté nous constatons qu'une amélioration des politiques et du comportement des pouvoirs publics qui façonnent le climat de l'investissement est d'une importance fondamentale pour stimuler la croissance et faire reculer la pauvreté. Pour les auteurs comme Warrick, Smith et al. (2005), les effets positifs d'un bon climat des investissements sur la réduction de la pauvreté tiennent au fait qu'il améliore directement la vie des individus dans la diversité de leurs activités. Pour comprendre cette position théorique il est adéquat de voir comment la théorie économique analyse les relations entre climat des investissements et pauvreté, par la voie détournée des variables faisant partie du climat des investissements.

Ricardo, Marx et Malthus ont insisté sur le rôle de la rareté de la terre dans la croissance économique (théorie de la croissance limitée). Pour Ricardo, l'augmentation de la population implique celle de la production agricole. Mais les nouvelles terres mises en cultures sont soumises aux rendements décroissants. Le coût de production de même que le prix des denrées augmentent. Les entrepreneurs agricoles doivent augmenter les salaires qui sont fixés au niveau des subsistances, ce qui réduit les profits et donc l'investissement bloquant par conséquent la croissance. Selon Marx, le capitalisme en quête incessante de profits engendre la substitution du capital au travail. Le chômage se multiplie et les salaires baissent, ce qui réduit la consommation ouvrière et ouvre une crise des débouchés. Dans ces conditions, la baisse tendancielle du taux de profit réduit

progressivement l'accumulation du capital et donc la croissance. De plus, pour Malthus la production agricole augmente à un rythme arithmétique alors que la population croît à un rythme géométrique. Cette situation entraîne de graves crises de famine qui rétablissent à court terme le rapport entre population et subsistance avant que l'écart entre les deux taux de croissance ne provoque de nouvelles crises. Solow (Prix Nobel en 1987) attribue l'origine de la croissance par tête au montant de capital technique investi (machines, équipements, logiciels, infrastructures et autres). Lorsque l'investissement par tête dépasse le montant de la dépréciation du capital par tête existant, chaque travailleur dispose d'un équipement plus performant et peut produire davantage. Toutefois, lorsqu'on augmente le capital par tête, la production augmente, mais pas de façon proportionnelle (c'est le principe des rendements décroissants). Ainsi à force d'augmenter le capital par tête, va venir un moment où la production par tête augmentera moins vite que cela ne coûte. La croissance par tête va cesser ; c'est ce que Solow appelle l'état régulier. L'état régulier dépend du coût relatif du capital. Si ce dernier diminue (un renchérissement du coût du travail incitera les entreprises à substituer le capital au travail), alors l'investissement par tête va augmenter de nouveau jusqu'à ce qu'un nouvel état régulier soit atteint. Pour résoudre cette situation, Solow a dû imaginer l'intervention d'un autre facteur, le progrès technique pour expliquer la croissance à long terme.

II- Etudes empiriques

Notre étude tente de mettre en exergue le lien entre investissement privé et croissance économique. L'existence d'un secteur financier organisé favorise généralement l'investissement et la croissance (davantage de liquidité, meilleure diversification du risque et amélioration. Traditionnellement l'investissement est un facteur de croissance. A moyen terme, l'investissement agit directement sur l'offre et permet de mettre en œuvre le progrès technique, notamment de mettre en place de nouveaux procédés de production. Il permet ainsi l'accroissement de la

productivité et par suite de la croissance. Il a donc un rôle essentiel dans la croissance.

C'est ce que semble montré Lénine et Renelt (1992) dans leur revue minutieuse des évidences des déterminants de la croissance en démontrant que les taux d'investissement physique étaient positivement et significativement en corrélation avec les taux de croissance sur les variétés larges d'échantillons et de spécifications. Ces résultats ont été corroborés par diverses études notamment celles de Easterly, Loayza et Montiel (1997). Cependant, des taux d'investissement élevés ne conduisent pas nécessairement à une croissance soutenue.

De l'enquête de la Banque Mondiale sur le climat des investissements au Bénin réalisée en 2005, il en résulte que la productivité moyenne des entreprises béninoises s'apprécierait de 15% si son climat des investissements s'améliorait par rapport à son niveau de 2005. Cette conclusion est quelque peu éloignée de celles des travaux de Fries, Lyssenko et Polanec (2003) pour qui sans influencer substantiellement sur la productivité des firmes, le climat des investissements détermine grandement leurs décisions d'investissement. Holmgren et al (2001) ont effectué des expériences en Ouganda sur les réformes couvrant de nombreux aspects qui caractérisent le climat des investissements ; ce qui a permis de jeter les fondements nécessaires pour stimuler l'économie, avec un taux de croissance moyen de plus de 4 % pendant la période 1993- 2002.

Ali et Pernia (2003) montreront par suite que les infrastructures sont bien à l'avant garde de la lutte contre la pauvreté, en particulier en milieu rural. Ces auteurs insistent sur trois secteurs clés : les réseaux routiers, l'irrigation et l'électricité.

Binet (2003) quant à lui, souligne aussi le fait que l'investissement crée un supplément de demande et donc de production. Il précise également que l'investissement qu'il soit matériel ou immatériel est un facteur d'augmentation du PIB sur le long terme. De même, les investissements matériels et immatériels en nouvelles technologies contribuent de façon importante à la croissance du PIB.

Esso (2005) à travers une étude montre que le principal canal par lequel les Investissements Directs Etrangers (IDE) contribuent à la croissance semble l'accès élevé à la technologie. L'étude sur la relation IDE et croissance économique en Côte d'Ivoire effectué par l'auteur indique que sur la période 1970–2001 les IDE ont été une source importante de la croissance économique de la Côte d'Ivoire. En effet, leur impact direct indique qu'un point de pourcentage d'IDE supplémentaire entrant en Côte d'Ivoire engendre une augmentation de la croissance du PIB par tête de 0,01%. Outre les flux financiers générés, les IDE aident à promouvoir la croissance dans le pays en facilitant le transfert de technologie et accroissant le niveau de connaissances des travailleurs, la promotion de la compétitivité et des exportations.

Sokegbe (2002) a montré que le risque pays est un déterminant qui freine la croissance des IDE au Bénin. Le risque pays étant défini comme « l'ensemble des aléas qui peuvent affecter un commerçant, un banquier, un investisseur industriel ou un financier, dans le déroulement de ses opérations en relation avec le pays risqué ». Mais il faut noter que le risque pays n'est qu'un obstacle parmi tant d'autres plus importants à l'investissement privé.

Gnansounou (2006) qui a effectué une étude sur les facteurs explicatifs de l'investissement des entreprises privées au Bénin a abouti à la conclusion qu'il y a une forte sensibilité des entreprises au coût d'usage de capital. En outre, cette étude révèle qu'une augmentation de la demande a un effet même positif sur l'investissement des entreprises alors qu'une grande fluctuation de cette demande n'incite pas les entreprises privées à investir.

Paragraphe 2 : Méthodologie de l'Etude

I- Spécification du modèle

A la lumière de la revue de littérature et de la théorie économique, nous utilisons l'échantillonnage du modèle théorique de Cobb-Douglas pour analyser l'impact de l'investissement privé sur la croissance économique au Bénin. La formulation du

modèle part de la fonction de production de type COBB – DOUGLAS qui exprime la production en fonction du capital (K) et du travail (L).

Cette fonction de production s'exprime sous la forme :

$$y = f(K, L) \quad (1)$$

$$\text{soit : } Q_t = A K_t^\alpha L_t^\beta \quad (2)$$

avec $0 < \alpha < 1$; $0 < \beta < 1$ et $\alpha + \beta = 1$

Où Q_t est la production, K_t le stock de capital, L_t la main d'œuvre, A est un paramètre d'échelle et α et β sont des élasticités de la production aux facteurs de production. Le modèle suppose que les rendements d'échelle sont constants.

La fonction peut s'écrire :

$$\text{Log}(Q) = \text{Log} A + \alpha \text{Log}(K) + \beta \text{Log}(L) + \varepsilon \quad (3)$$

Ici le stock de capital (K) sera approché par l'investissement ; la main d'œuvre (L) par la population active. Compte tenu de la spécificité de l'économie béninoise, de nos objectifs spécifiques et de la littérature sur la croissance économique, nous avons décidé d'introduire dans ce modèle d'autres variables telles le degré d'ouverture (DO) et le crédit intérieur fourni au secteur privé (Crpriv). Ainsi la forme log linéaire de la fonction revient à :

$$\text{Log}(PIB) = \text{Log}(A) + \beta_1 \text{Log}(InvPriv) + \beta_2 \text{Log}(Crpriv) + \beta_3 \text{Log}(Trav) + \beta_4 \text{Log}(DO) + \varepsilon \quad (4)$$

En posant $\text{Log}(A) = \alpha$ ce modèle devient :

$$\text{Log}(PIB) = \alpha + \beta_1 \text{Log}(InvPriv) + \beta_2 \text{Log}(Crpriv) + \beta_3 \text{Log}(Trav) + \beta_4 \text{Log}(DO) + \varepsilon \quad (5)$$

Avec :

α, β_1-4 les paramètres à estimer, ε le terme d'erreur (ensemble des variables omises et dont l'influence sur les investissements privés est non négligeable).

PIB, le Produit Intérieur Brut comme mesure de la croissance est notre variable dépendante,

InvPriv, l'investissement privé : notre première variable d'intérêt sur laquelle repose l'hypothèse 1 de notre étude,

Crpriv, le crédit intérieur fourni au secteur privé fait référence aux ressources financières fournies au secteur privé par le secteur bancaire. Il représente la quantité de monnaie allouée disponible à l'épargne privée en termes d'investissement. Cette variable est introduite pour vérifier l'hypothèse 2 de notre étude,

Les variables de contrôle : Trav, la population active correspondant à la tranche de la population en âge de travailler et DO, le degré d'ouverture. Ces variables sont utilisées dans notre modèle pour appréhender leur contribution à la croissance économique.

Tableau 1 : Signes attendus des coefficients des variables

Variables	Définition de la variable	Signes attendus
InvPriv	Investissement Privé	+
Trav	Travail	+
Crpriv	Crédit privé	+
DO	Degré d'ouverture	+

Source : Réalisé par nous-mêmes

II- Source et traitement des données

Les données utilisées dans le cadre de notre étude sont des données secondaires. Il s'agit de séries temporelles couvrant la période 1985-2015 soit 31 observations. Ces données proviennent de la base de données *World Development Indicators* 2016 (Online Edition) de la Banque Mondiale.

La période relativement longue retenue dans le cadre de notre étude, présente l'avantage de se prêter aux tests économétriques et de nous rassurer sur la robustesse des résultats. Elle nous permet en outre de suivre l'évolution des variables suivant plusieurs périodes.

L'estimation du modèle s'est faite par la Méthode des Moindres Carrés (MCO) sur le logiciel EVIEWS. Aussi, des tests de diagnostic et de validation ont été nécessaires avant l'interprétation des résultats au seuil.

III- Méthode d'analyse

Nous utilisons l'outil économétrique pour tester les relations entre les variables. A cet effet, cette partie est consacrée à l'explication des différentes théories qui sous-tendent les tests économétriques utilisés dans la méthodologie de l'estimation.

➤ Test de diagnostic

- Etude de la stationnarité des séries

Un processus stochastique y_t est stationnaire s'il ne comporte ni tendance, saisonnalité et plus généralement aucun facteur n'évoluant dans le temps. Son espérance et sa variance restent inchangées dans le temps.

$$E(y_t) = u, \text{ u étant une constante (moyenne constante)}$$

$$V(y_t) = \sigma^2, \sigma^2 < \infty \text{ (variance finie et indépendante du temps)}$$

$$\text{Cov}(y_t, y_{t+h}) = \delta_h \text{ (covariance indépendante du temps)}$$

Plusieurs tests sont usuels pour déterminer l'ordre d'intégration des variables d'un modèle. Dickey et Fuller (1979 – 1981) ont mis au point un test permettant non seulement de détecter l'existence d'une tendance mais aussi de déterminer la bonne manière de stationnariser une série. Nous utiliserons le test de stationnarité de Dickey – Fuller Augmented (ADF). Les hypothèses du test sont les suivantes :

$$H_0 : \text{ Racine unitaire (série non stationnaire)}$$

$$H_1 : \text{ Non racine unitaire (série stationnaire)}$$

Si ADF est supérieur à la valeur critique de Mackinnon, alors l'hypothèse H_0 est acceptée. Par conséquent la série est non stationnaire.

Si ADF est inférieur à la valeur critique de Mackinnon, alors l'hypothèse H_1 est acceptée. Cela traduit la stationnarité de la série.

- Cointégration et Modèle à correction d'erreur (MCE)

L'analyse de la cointégration permet d'appréhender clairement la relation entre deux (02) variables. Deux séries x_t et y_t sont cointégrées si et seulement si :

- Elles sont effectuées d'une tendance stochastique de même ordre d'intégration d , c'est-à-dire $x_t \longrightarrow I(d)$ et $y_t \longrightarrow I(d)$;
- Une combinaison linéaire de ces séries permet de les ramener à une série d'ordre inférieur, c'est-à-dire $(aX_t + bY_t) \longrightarrow I(d - b)$ avec $0 \leq b \leq d$. $[a, b]$ est appelé vecteur de cointégration.

Le test de cointégration mis au point par Johansen (1988) utilise la méthode de maximum de vraisemblance pour déterminer la présence ou non de vecteurs cointégrés dans les séries non stationnaires.

Engle et Granger (1987) ont montré que toutes séries stationnaires et cointégrées du même ordre, peuvent être représentées par un modèle à correction d'erreur. C'est une méthode à double étape. La première étape consiste à estimer la relation de long terme par les moindres carrés ordinaires ; la seconde étape consiste à récupérer les résidus de la relation de long terme et à tester leur stationnarité, lorsque les résidus sont stationnaires, la relation de cointégration est acceptée et on estime par les moindres carrés ordinaires le modèle de court terme (MCE).

➤ Tests de validation du modèle

- Test de Klein

Ce test nous permet de détecter la multicolinéarité entre les variables explicatives du modèle. Il s'agit de comparer la valeur du coefficient de corrélation simple qu'on élève au carré, à la valeur du coefficient de détermination du modèle de long terme.

- Etude de la significativité du modèle : test de significativité

Les variables explicatives retenues dans le cadre de l'étude peuvent être non significatives dans l'explication de la variable dépendante du modèle, la significativité de chacune des variables est déterminée par la lecture des probabilités critiques ou les « t – statistic ». Quant à la significativité globale du modèle, elle est déterminée à travers la valeur prob (F – statistic).

- Etude de la normalité : test de Jarque Bera (1984)

Il est utile dans le travail de recherche, de vérifier la normalité des erreurs surtout pour le calcul des intervalles de confiance et aussi pour effectuer les tests de Student sur les paramètres. Le test de Jarque et Bera (1984) fondé sur la notion de Skewness (asymétrie) et de Kurtois (aplatissement), permet de vérifier la normalité d'une distribution statistique.

- Test d'homoscédasticité

Ce test permet en réalité de savoir si la variance conditionnelle du terme d'erreur sachant X_i est une constante ou non. Pour détecter la présence de l'hétéroscédasticité ou non, plusieurs tests ont été développés à ce sujet :

Il s'agit du test de Golfeld-Quandt, du test de White, du test de coefficient de rang ou d'ordre de Spearman et du test Breusch-Pagan.

Par ailleurs, dans le cadre de cette étude le test de White est effectué. Il s'agit de tester :

Ho : la variance du terme d'erreur est une constance (homoscédasticité).

H1 : la variance du terme d'erreur est différente d'une constante (hétéroscédasticité).

On accepte H_0 si la valeur de la probabilité est supérieure à 5% et on la rejette si non.

- **Test d'autocorrélation des erreurs de Breusch-Godfrey**

L'autocorrélation est une situation dans laquelle les termes d'erreurs ne sont pas indépendants au cours du temps. Ce qui signifie que l'espérance mathématique $E(\varepsilon_t \varepsilon_{t'}) \neq 0$ avec $t \neq t'$. Les erreurs peuvent être positives, négatives ou nulles. Cependant, ce test nous permet de savoir si les erreurs sont en corrélation entre elles. Une telle disposition revient à vérifier si les erreurs d'une observation sont en adéquation avec celles des autres, d'où le test de Durbin-Watson et/ou le test de Breusch-Godfrey. Dans le cadre de cette étude nous allons effectuer le test de Breusch-Godfrey. Ce test nous permet de détecter si les erreurs sont corrélées ou pas entre elles. C'est-à-dire de vérifier si l'espérance mathématique du terme d'erreur est nulle (erreurs non corrélées) ou différent de zéro (erreurs corrélées). Il s'agit de tester :

H_0 : Erreurs non corrélées ($\rho = 0$) ;

H_1 : Erreurs corrélées ($\rho \neq 0$). Soit l'erreur suit la forme suivante :

$$\varepsilon_t = \rho \varepsilon_{t-1} + \mu_t \quad (34)$$

On accepte H_0 si la valeur de $\text{Prob} > F$ est supérieure à 5%.

On accepte H_1 dans le cas contraire.

- **Test d'omission des variables de Ramsey**

Ramsey considère que la plupart des mauvaises spécifications résulte du fait que les erreurs ne sont pas souvent nulles en moyenne ou si le modèle souffre d'omission de variables importantes.

H_0 : le modèle est bien spécifié

H_1 : le modèle est mal spécifié

De manière générale, le modèle développé dans le cadre de notre étude est un outil d'analyse quantitative qui nous permet d'expliquer l'impact potentiel des investissements privés sur la croissance économique au Bénin.

Chapitre II : Investissements privés et croissance au Bénin

Dans ce chapitre, il sera question de faire une analyse de l'évolution de la croissance économique, évolution et financement des investissements au Bénin et du climat des investissements privés au Bénin.

Section 1 : Evolution de l'investissement privé et la croissance au Bénin

Paragraphe 1 : Situation de l'économie nationale

En 2015, l'activité économique au plan national enregistrerait un taux de croissance de 5,2% contre 6,5% en 2014. Ce taux de croissance, quoiqu'en repli par rapport à 2014, témoigne de la vigueur de l'économie nationale malgré un environnement sous régional peu favorable. Spécifiquement, pour le dernier trimestre 2015, l'indice du chiffre d'affaires au mois d'octobre a enregistré une baisse de 7,8% par rapport au mois de septembre 2015, en liaison avec le repli de l'activité dans toutes les branches, à l'exception de celles de "l'énergie", et des "Autres services".

Ainsi, ces faibles performances sectorielles sont le résultat de la combinaison de plusieurs facteurs dont, entre autres, les perturbations observées dans la distribution d'électricité, une pluviométrie moins favorable et le recul de l'activité économique au Nigéria voisin (PEA-BAD, 2016).

I- La production

Le niveau de croissance atteint en 2015 émane essentiellement des évolutions constatées dans les différents secteurs de l'économie.

Le ralentissement de l'activité économique nationale en 2015 serait imputable aux faibles performances réalisées dans les activités de production sectorielle. Dans le secteur primaire, la valeur ajoutée progresserait de 3,9% en 2015 contre 5,1% un an plus tôt. Au niveau de l'agriculture, la valeur ajoutée progresserait de 4,1% en 2015 contre 5,8% un an plus tôt. Ce recul serait notamment lié à : (i) une pluviométrie peu favorable dans l'agriculture et ; (ii) une baisse de la production

cotonnière, estimée à 303 000 tonnes pour la campagne 2015-2016, en liaison avec le recul des surfaces emblavées. En ce qui concerne l'agriculture vivrière, les réformes visant une amélioration de la productivité se sont poursuivies à travers la mise à disposition des intrants spécifiques pour la production, la mécanisation agricole et l'aménagement des vallées.

Tableau 2 : Taux de croissance économique sectorielle (%)

	2011	2012	2013	2014	2015
Primaire	2,0	3,3	5,3	5,1	3,9
Secondaire	-1,8	2,5	3,7	7,2	6,8
Tertiaire	7,2	4,2	7,1	7,1	5,2
DTI et TVA intérieure	-1,8	12,4	13,7	6,2	6,5
PIB au prix du marché	3,0	4,6	6,9	6,5	5,2

Source : INSAE et DGAE, Octobre 2015

Dans le secteur secondaire, la valeur ajoutée enregistrerait une augmentation de 6,8% contre 7,2% en 2014. L'affaiblissement du taux de croissance de l'activité dans ce secteur serait induit par le ralentissement observé dans les industries agro-alimentaires avec une forte composante informelle qui constituent pour la plupart des activités de transformation artisanale des produits agricoles. Dans les autres industries manufacturières, la croissance en 2015 serait de 7,6% en liaison avec la hausse de la production cotonnière de 31,4% en 2014-2015. L'eau et l'électricité enregistreraient une hausse de 3,2% en rapport avec le délestage électrique qui a marqué la conjoncture économique au premier semestre 2015. Les BTP, compte tenu de la tendance des dépenses d'investissement public au titre de l'année 2015 ainsi que des différents chantiers ouverts par le secteur privé, seraient en hausse de 7,6%. Le taux de croissance attendu en 2016, dans le secteur, est à un écart de 0,6 point de pourcentage inférieur à celui de 2015 (6,2%). Ce ralentissement serait en partie imputable à la contre-performance des industries d'égrenage, du fait de la

baisse de la production cotonnière entre les campagnes 2014/2015 et 2015/2016. Dans le secteur tertiaire, le taux de croissance de la valeur ajoutée s'établirait à 5,2% en 2015 contre 6,9% un an plus tôt. La décélération de la croissance dans ce secteur s'expliquerait par les effets de l'élection présidentielle au Nigeria, les élections législatives et locales au Bénin et la dévaluation du naira. Le taux de croissance de la branche « Commerce, Hôtels et Restaurants » s'établirait à +1,6%, en dépit de la baisse qu'a enregistré le commerce extérieur en 2015. Les transports et télécommunications enregistreraient une hausse de 9,4% de leur valeur ajoutée contre 6,3% en 2014 en liaison avec le dynamisme observé dans le secteur des télécommunications et la bonne tenue de la campagne cotonnière 2014-2015. La valeur ajoutée de la branche « banques et assurances » serait en hausse de 8,0% contre 14% en 2014. En perspective, la croissance dans ce secteur en 2016 s'afficherait à 5,2% comme en 2015.

II- Le secteur privé

Pour la dynamisation du secteur privé et le développement de l'entreprise, en dépit de la dynamique positive notée au niveau des indicateurs de résultats, le niveau d'atteinte des cibles fixées reste globalement faible sur la période 2011-2014 : la durée de création d'une entreprise demeure élevée (12 jours en 2014 contre 29 jours en 2011) ; l'évolution significative dans le classement Doing Business (167^e en 2014 contre 173^e en 2011) qui est en loin de la cible (150^e en 2014) ; la réduction du taux d'imposition et de la durée d'exécution des contrats.

Toutefois, au niveau de l'investissement privé (en % du PIB), la performance affichée est très satisfaisante, 40% en 2014 contre une cible 15%.

Tableau 3 : Evolution des indicateurs relatifs à la dynamisation du secteur privé et au développement de l'entreprise

Indicateur	2011		2012		2013		2014	
	Cible	Réalisé	Cible	Réalisé	Cible	Réalisé	Cible	Réalisé
Durée de création d'une entreprise (jours)	29	29	10	26	8	15	5	12
Rang du Bénin dans le doing Business (nombre)	175	173	160	176	155	175	150	167
Part de l'investissement privé dans le PIB (%)	13,6	14	14,1	14	14,5	18,5	15	20,4
Taux d'imposition (%)	66	70,2	62	65,9	55	65,9	50	63,3
Durée d'exécution des contrats (jours)	795	795	700	795	655	795	600	750

Source : Rapports d'avancements de la SCRП de 2011 à 2014

III- Crédit intérieur

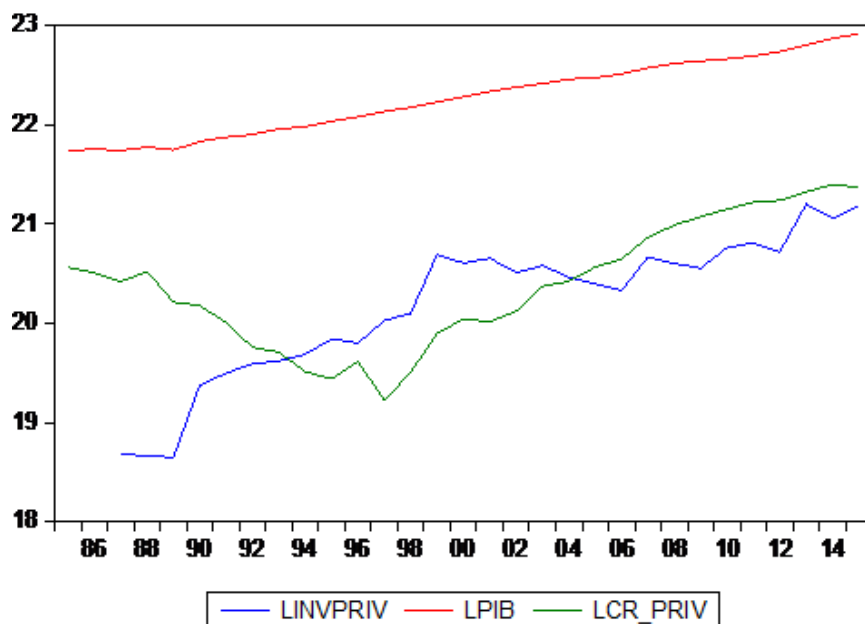
Selon la Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE, 2016), le crédit intérieur ressortirait en hausse au mois de décembre 2015. Il s'établirait à 1174,6 milliards de FCFA contre 971,2 milliards un an plus tôt. Cette progression du crédit intérieur résulterait d'une augmentation des crédits à l'économie (+86,3 milliards de FCFA) et d'une érosion de la position nette du Gouvernement (+117,0 milliards de FCFA). Ainsi, les crédits à l'économie atteindraient 1 170,6 milliards de FCFA à fin décembre 2015 contre une réalisation de 1 084,3 milliards de FCFA à fin décembre 2014. En ce qui concerne la position nette du Gouvernement, elle ressortirait à - 4,0 milliards de FCFA à fin décembre 2015 contre 113,0 milliards à fin décembre 2014.

Paragraphe 2 : Evolution du logarithme du PIB, de l'investissement privé et du crédit privé au Benin

Une des entraves à l'obtention de la croissance forte et durable est la faiblesse des investissements (Bénin expert, 2004). L'investissement privé est le fait essentiel du

financement du secteur privé par le système bancaire et financier. On observe à travers le graphique 1 qu'au début des années 1989, le volume des investissements privés a connu une nette augmentation, mais à partir des années 1999 l'investissement privé a connu une diminution jusqu'en 2006 puis des phases successives de hausse et de baisse jusqu'en 2015. Mais de manière générale, on observe qu'à partir des années 1990, le volume des investissements privés a connu une augmentation remarquable dans le temps. Ce résultat est le fruit de la mise en place d'un vaste programme de réformes visant la stabilisation et la libéralisation de l'économie. En effet, la constitution du 11 Décembre 1990 a consacré le droit de propriété, le principe d'égalité de traitement de toute personne devant la loi, le droit de libre établissement sans distinction de nationalité. Un nouveau code des investissements a été adopté et une agence a été créée pour sa promotion. Il s'agit notamment du centre de promotion des investissements (CPI). La nette amélioration du cadre de l'investissement et le vaste programme de privatisation et de libéralisation ont permis au Bénin d'enregistrer une augmentation significative des flux entrants d'investissements étrangers directs.

Graphique 1 : Evolution du logarithme du PIB, de l'investissement privé et du crédit privé au Bénin (1985-2015)



Source : Nos calculs à partir des données de la Banque Mondiale (2016)

Le PIB du Bénin est resté faible sur la période 1985-1990. Ce faible niveau de l'activité économique serait dû aux difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des politiques économiques et aux différentes crises qui ont frappé le pays au cours de la période. Ces facteurs ont conduit rapidement à une détérioration de la situation économique et sociale au Bénin, et ont contraint le régime révolutionnaire à organiser la conférence des Forces Vives de la Nation de Février 1990 et à souscrire aux Programmes d'Ajustement Structurels (PAS) dont les principaux objectifs étaient la réduction des charges de l'Etat et le rétablissement des grands équilibres macroéconomiques. Mais depuis 1990, le PIB du Bénin a connu une tendance à la hausse. Ces performances économiques du Bénin sont dues à la stabilité de la situation sociale, à la normalisation de la situation politique et à la mise en œuvre des réformes budgétaires et structurelles. En effet depuis 1990 le Bénin s'est engagé dans la voie du libéralisme économique donnant confiance aux investisseurs privés aussi bien nationaux qu'étrangers.

Quant aux crédits privés, on remarque que de 1985 à 1997, les crédits privés ont baissé considérablement. Mais, à partir de 1998 ils ont connu une forte augmentation dans le temps jusqu'en 2015.

En général l'investissement privé et les crédits privés sont restés en dessous de la production sur la période 1985-2015. Ce qui témoigne de la faiblesse des investissements privés à la formation du PIB au Bénin.

Section 2 : Climat des investissements privés au Bénin

Paragraphe 1 : Caractéristiques du code des investissements

I- Code des investissements

L'article 22 de la constitution de la République du Bénin stipule « toute personne a droit à la propriété. Nul ne peut être privé de la propriété que pour cause d'utilité publique et contre juste et préalable dédommagement ». Le code des investissements du Bénin garantit à toute personne physique ou morale, nationale

ou étrangère la liberté d'entreprendre toute activité industrielle, agricole, commerciale ou artisanale autorisée par l'Etat.

L'investissement jouit également entre autres de la liberté de gestion et de transport des capitaux. Le code des investissements accorde une priorité et des avantages aux entreprises qui contribuent à la valorisation des ressources locales, à la création d'emploi et de la valeur ajoutée. Il prévoit un régime de droit commun, trois (03) régimes privilégiés (ABC) et un régime spécial.

Régime A ou Régime de la PME

- Avoir un programme d'investissement compris entre 20 millions et 5 milliards de FCFA.
- Prévoir au moins 5 salariés permanents béninois. Avantages douaniers à l'entrée sur le territoire national, des machines et autres équipements de production. Exonération des droits et taxes d'entrée excepté certaines taxes de manutention. Avantages fiscaux : exonération de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux selon les régimes et les zones d'implantation.
 - 5 années en zone 1 (Cotonou et ses environs dans un rayon de 25 Kms)
 - 7 années en zone 2 (circonscription de Porto – Novo, Parakou, Abomey et Bohicon)
 - 9 années en zone 3 (reste du territoire national).

Régime B ou Régime de la grande entreprise

- Avoir un programme d'investissement supérieur à 500 millions de FCFA et inférieur à 3 milliard et créer au moins 20 emplois pour les Béninois.
- Les avantages sont les mêmes que ceux consentis dans le cadre du régime A et pour une durée.

Régime C ou de stabilisation fiscale

- Programme d'investissement supérieur à 3 milliards de FCFA, avec création d'au moins 20 emplois permanents béninois.

- Les avantages sont identiques à ceux du régime B et pour une durée similaire.
- Pendant la durée de l'exploitation, les entreprises agréées en régime C bénéficient en dehors des autres avantages de stabilisation fiscale, en ce qui concerne le taux et le mode de détermination de l'assiette sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Régime Spécial

Le régime spécial est applicable aux entreprises artisanales, et celles dont les secteurs constituent une priorité pour l'Etat (santé, éducation, transport) et autres dont le montant des investissements n'excède pas 20 millions de FCFA.

Conditions

Etre immatriculé au registre du commerce et appartenir à l'une des catégories précitées dont l'investissement est au moins égal à 20 millions de FCFA.

Les entreprises exerçant l'une des autres conditions éligibles aux régimes privilégiés et dont le montant des investissements est compris entre 5 et 20 millions de FCFA.

Avantage :

A la création, réduction de 75% des droits et taxes à l'entrée, à l'exception de la taxe de voiries et de la taxe statistique sur : les machines, matériels et outillages destinés à la production ou à l'exploitation. Les pièces de rechange spécifiques aux équipements importés dans la limite d'un montant égal à 15% de la valeur caf des équipements.

Autres Régimes

- **Régime des investissements lourds :** il constitue les investissements lourds autrement dit les investissements dont le montant hors taxe est égal ou supérieur à cinquante milliards de francs CFA mais inférieur à cent milliards

de francs CFA. L'agrément des entreprises dont le montant hors taxe est égal ou supérieur à cinquante milliards de francs CFA mais inférieur à cent milliards de francs CFA comporte les avantages suivants :

- durée de l'agrément : elle s'étale sur deux périodes. Une période d'installation ou d'investissement maximale de cinq ans et une période d'exploitation de 12,13 ou 15 ans selon que le projet se situe dans la zone 1,2 ou 3 définie ci-haut ;
- durant toute la période de validité de l'agrément, l'entreprise bénéficie de la stabilisation fiscale en ce qui concerne les règles d'assiette, les modalités de recouvrement et de contrôle, de perception, de calcul, de taux et de tarification ;
- pendant la période d'investissement, il y a lieu d'exonération des droits et taxes d'entrée, à l'exception de la taxe de voirie, de la taxe de statistique, du timbre douanier, du prélèvement communautaire de solidarité et du prélèvement communautaire sur les machines, équipements, matériels, outillages, véhicules utilitaires, pièces de rechange et consommable, objet du projet agréé. De plus, l'entreprise bénéficie d'exonération de la patente et de la contribution foncière des propriétés bâties et non bâties ;
- pendant la période d'exploitation, on note l'exonération des droits et taxes d'entrée, à l'exception de la taxe de voirie, de la taxe de statistique, du timbre douanier, du prélèvement communautaire de solidarité et du prélèvement communautaire sur les pièces de rechange, sur les intrants et les combustibles. Ensuite, pendant la première année de production, il y a eu d'exonération de la patente, de la contribution foncière des propriétés bâties et non bâties ; l'exonération de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, l'exonération du versement patronal sur les salaires du

personnel expatrié régulièrement déclaré suivant la réglementation en vigueur au Bénin.

- **Régime des investissements structurants** : il constitue les investissements dont le montant hors taxe est supérieur ou égal à cent milliard de francs CFA et qui contribuent à la consolidation des pôles de développement identifiés. Leur agrément comporte des conditions fiscales, douanières et minières particulières.

II- Les institutions en charge des investissements privés au Bénin

- Le centre des investissements privés au Bénin : créé sur l'initiative d'investissements privés ; il se consacre au lobbying auprès des autorités en matière fiscale ; douanière et législative.
- Le centre de promotion des investissements : placé sous tutelle du ministère de la prospective, de la programmation et de l'évaluation de l'action publique ; ce centre accueille et facilite aux investisseurs potentiels la réalisation de leurs projets ; il initie les mesures d'amélioration du climat des investissements au Bénin. Il favorise et assure la promotion des investissements nationaux au Bénin et à l'étranger.
- La direction d'appui au secteur privé : elle a la charge d'encourager et d'accompagner les initiatives et le développement du secteur privé.

Paragraphe 2 : Financement des investissements privés au Bénin

Au Bénin comme dans la quasi-totalité des pays africains francophones, il n'existe plus de Banque Nationale de Développement. L'émergence du secteur privé à la fin des années 80, a donné naissance à la création des banques commerciales privées. Ces banques commerciales n'ont pas tout à fait remplacé les banques de développement, car leurs ressources sont de court terme et leur transformation en crédits à moyen et long terme comporte des risques qu'elles ne maîtrisent pas.

I- Le financement du système bancaire

Dans le pays, on dénombre une quinzaine de banques commerciales et établissements financiers qui opèrent dans le financement des différents secteurs d'activité pour assurer la création et le développement des entreprises. Il s'agit entre autres, de EcoBank, la Bank of Africa Bénin (BOA Bénin), Crédit Lyonnais Bénin devenue Continental Bank, Financial Bank, Atlantique Banque, Diamond Bank, Banque Internationale du Bénin, Banque Sahelo-saharienne pour l'Investissement et le Commerce - Bénin (BSIC-Bénin), BGFI Bank Bénin, etc.

II- Les sources informelles et alternatives de financement

Les banques ne s'intéressent pas aux petites entreprises (PE) sous prétexte qu'elles sont insaisissables et ne présentent pas de garanties. Or ces petites entreprises ont besoin de capitaux pour se lancer et financer leur développement : dans les deux tiers ($\frac{2}{3}$) des cas, c'est grâce à leurs apports personnels qu'elles se créent. Cependant, d'autres cas peuvent être envisagés.

Le crédit fournisseur par exemple qui est considéré comme une source informelle de financement car basé sur les relations personnelles et du capital qui créent ou permettent des liens commerciaux classiques entre un entrepreneur et ses fournisseurs pour une petite entreprise. Des emprunts peuvent aussi être contractés dans la famille au sens large.

L'épargne collective, la tontine : elle réunit un certain nombre de personnes qui se sont librement cooptées et cotisent à dates fixe une somme variable (de 25f CFA à 1 million) selon les tontines : tous les mois, toutes les semaines, les jours de marché ; chaque membre reçoit à tour de rôle des cotisations mais le non – respect des règles de la tontine signifie « la mort sociale » pour tout contrevenant.

C'est une forme d'épargne rotative qui rassemble des amis ou des personnes liées par un intérêt commun. La tontine est un moyen efficace pour épargner entre amis et surtout démarrer un projet.

III- Le financement au plan international

Divers organismes peuvent intervenir pour financer les projets de création, de développement et de restructuration au Bénin.

- L'Agence de la francophonie : dans son programme FFS – PME (Fonds Francophone de Soutien à la PME). Il finance les micros – entreprises à forte valeur ajoutée locale, des secteurs identifiés comme prioritaires (bâtiment et construction, textile, agro – alimentaire.). L'agence peut aussi intervenir financièrement par l'intermédiaire du Fonds Francophone de Développement pour répondre aux activités productives des groupements associatifs professionnels et coopératifs.
- La Société Financière Internationale (SFI) filiale de la Banque Mondiale finance des projets dans des secteurs très divers : agro – industrie, tourisme.
- L'Agence Française de Développement (AFD) et sa filiale proparco. Cet organisme dispose de nombreux produits financiers couvrant l'ensemble des étapes d'un projet, du financement de l'étude préalable à celui des investissements (prêts à moyen et long terme pour les très petites entreprises).
- Le centre pour le développement des Industries (CDI) : le CDI est un intermédiaire. Il met en relation des entrepreneurs des pays ACP et des états membres de L'Union Européenne apportant leur technologie et leur savoir – faire. Il joue également un rôle d'interface entre entreprises partenaires et des organismes financiers susceptibles de financer des projets de développement.

IV- Cadre politique économique des IDE

Le Bénin a l'instar des pays en développement a entrepris depuis une décennie environ, de libéraliser leur politique nationale afin de créer un cadre réglementaire accueillant pour l'IDE, en assouplissant le régime applicable à l'entrée sur le

marché et aux participations étrangères et en améliorant le traitement accordé aux firmes étrangères ainsi que le fonctionnement des marchés. La promotion de l'investissement au Bénin a consisté à la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures dont la loi 90 – 002, du 09 Mai 1990 portant création du code des investissements qui prévoit des avantages fiscaux pour l'investissement effectué dans les secteurs précis (activités de transformation industrielle, le développement rural, etc.) et des dérogations aux règlements relatifs aux échanges, permettant ainsi le rapatriement total des bénéfices et ou du capital investi. Le code prévoit également l'autonomie dans la gestion et la garantie par l'Etat béninois des actifs investis. Outre ces actions visant à rendre son cadre d'investissement attractif, le Bénin dispose de quelques atouts susceptibles de motiver les investisseurs.

Toutefois les changements de politiques ont un effet asymétrique sur l'implantation de l'IDE : ceux qui visent une plus grande ouverture permettent aux entreprises de s'établir en un endroit donné, mais ne garantissant pas leur avenir. En revanche ceux qui tendent à réduire l'ouverture (nationalisation ou fermeture du marché par exemple réduisent à coup sûr l'IDE.

Les encouragements financiers ou budgétaires sont utilisés, bien qu'ils ne figurent d'ordinaire dans les décisions d'implantation des investisseurs que lorsque les déterminants économiques sont déjà en place.

La littérature sur les IDE nous enseigne que certains facteurs tels que la stabilité politique, économique et sociale, les règles concernant l'entrée et l'activité des IDE, les régimes de fonctionnement et structure des marchés, le service de la dette extérieure, le régime de change, les coûts et accessibilité de la main d'œuvre, le réseau des accords des investissements bilatéraux et multilatéraux contribuent dans une certaine mesure à l'explication de l'attractivité des IDE dans un pays.

Somme toutes, nous pouvons conclure que le Bénin a enregistré des progrès ces dernières années pour stabiliser son environnement macroéconomique et rendre son cadre institutionnel plus attractif. Mais malgré ces réformes, l'investissement privé reste toujours faible dans la formation du produit nation

Chapitre III : Présentation, analyse des résultats, implication de politique économique et limites de l'étude

Ce chapitre présente les résultats d'estimations du modèle, l'analyse des résultats ainsi que les implications de politique économique et les limites de l'étude.

Section 1 : Résultats des tests

Paragraphe 1 : Résultat du test de diagnostic sur les données

I- Statistique descriptive

L'analyse de la table A en annexe montre que toutes les variables suivent la loi normale car leur probabilité reste supérieure à 5% (cf. Annexe 1).

II- Etude de la stationnarité (tests de racine unitaire)

Le test de racine unitaire étudie la stationnarité des variables en déterminant leur ordre d'intégration. Les différents tests d'ADF sur les variables figurent à l'annexe (cf. Annexe 2). La table 4 ci-dessous présente les résultats du test de stationnarité sur les variables en niveau.

Tableau 4: Test ADF sur les variables en niveau (au seuil de 5%)

Variables	ρ	Tendance	Constance	Probabilité	Résultats
LPIB	1	Non	Non	0.9946	Non stationnaire
LINVPRIV	1	Non	Non	0.4384	Non stationnaire
LTRAV	1	Oui	Non	0.9987	Non stationnaire
LCRPRIV	1	Non	Non	0.4524	Non stationnaire
LDO	2	Oui	Non	0.9896	Non stationnaire

Source : Nos calculs à partir des données de la BM (2016)

Le test de Dickey-Fuller Augmenté effectué sur les séries révèle comme le traduit la table 4 ci-dessus que, quel que soit le modèle ADF retenu pour le test,

la P-value est supérieure à 5% ; nous rejetons par conséquent l'hypothèse H0 de stationnarité et concluons alors que toutes les variables sont non stationnaires au seuil de 5% (c'est-à-dire qu'elles ont tendance à évoluer avec le temps). Il en découle l'exigence de tester la stationnarité des variables en différences premières. Les résultats de ce test sont consignés dans la table 5 suivante.

Tableau 5 : Test ADF sur les variables en différences premières (au seuil de 5%)

Variables	ρ	Tendance	Constance	Probabilité	Résultats
LPIB	1	Non	-	0.0177	Stationnaire
LINVPRIV	1	Non	-	0.0402	Stationnaire
LTRAV	1	Non	Oui	0.0829	Stationnaire
LCRPRIV	1	Non	-	0.0347	Stationnaire
LDO	1	Non	Oui	0.0144	Stationnaire

Source : Nos calculs à partir des données de la BM (2016)

Le même test ADF pratiqué sur la différence première des variables montre que la P-value est partout inférieure à 5%. Il en découle que les variables en différences premières sont toutes stationnaires quel que soit le modèle ADF. Ce résultat requiert donc le test de cointégration des variables afin de déterminer quel type de modèle (modèle de long terme ou de court terme) est le mieux indiqué pour nos estimations.

III- Test de cointégration de Johansen

Les résultats du test de cointégration de Johansen révèlent l'existence d'une relation de cointégration entre les variables du modèle autorisant la construction d'un modèle à correction d'erreur (modèle de court terme) en plus du modèle de long terme (cf. Annexe 3).

Paragraphe 2 : Résultats de l'estimation du modèle

I- Modèle de long terme

Il s'agit d'estimer le modèle 5 suivant :

$$\text{Log (PIB)} = \alpha + \beta_1 \text{Log (Inv Priv)} + \beta_2 \text{Log (Cr priv)} + \beta_3 \text{Log (Trav)} + \beta_4 \text{Log (DO)} + \varepsilon \quad (5)$$

Les résultats d'estimation du modèle de long terme sont consignés dans la table 6 ci-dessous.

Tableau 6 : Présentation des résultats d'estimation du modèle de long terme

Variables	Coefficients	Ecartstypes	t-statistic	Probabilités
C	4.667806	0.429028	10.87996	0.0000***
LINVPRIV	0.096559	0.022122	4.364815	0.0003***
LTRAV	1.094879	0.077972	14.04203	0.0000***
LCRPRIV	0.019580	0.015083	1.298188	0.2098
LDO	-0.045713	0.037481	-1.219605	0.2375
$R^2 = 0.996180$ R^2 ajusté = 0.995175 DW= 1.159040 F-statistic = 990.9366 Prob (F-statistic) = 0.000000 ***seuil de significativité à 1% **seuil de significativité à 5% * seuil de significativité à 10%				

Source : Résultats obtenus à partir des données de l'étude

✓ Qualité de la régression

Le coefficient de détermination R^2 est sensiblement égal à 0,996. Ce qui signifie que les variations du logarithme du PIB sont expliquées à 99,6% par les variables retenues dans le modèle.

✓ **Test de significativité globale**

Le modèle est globalement significatif car la statistique de Fisher a une probabilité acceptable : Prob (F-Stat) = 0,0000 donc inférieur à 5%.

✓ **Test de Klein**

D'après le test de Klein, les carrés des coefficients de corrélation simple sont tous inférieurs au coefficient de régression R^2 . Nous concluons alors qu'il n'y a pas de multicolinéarité entre les variables de notre modèle (cf. Annexe 1).

✓ **Test de Ramsey**

Le test de Ramsey indique que l'introduction d'une variable fictive est non significative car (Prob F-statistic = 0,0137 > 1 %) (cf. Annexe 4). Le modèle semble avoir pris en compte toutes les variables pertinentes qui interviennent dans l'explication de la variable dépendante ; ceci seulement au seuil de confiance de 1%.

✓ **Test d'autocorrélation des erreurs de Breusch-Godfrey**

La probabilité prob > F attachée à la statistique est 0,0888 supérieure à 5% (voir Annexe 4). Par conséquent, nous pouvons affirmer que les résidus du modèle de long terme ne sont pas autocorrélés.

✓ **Test d'hétéroscédasticité de White**

La valeur de la probabilité obtenue (0,8191) est supérieure à 5% (cf. Annexe 4). Nous pouvons conclure que les erreurs sont homoscedastiques.

✓ **Test de stabilité des variables**

Il s'agit du test CUSUM et CUSUM carré de stabilité. Ce test effectué au préalable nous a montré une instabilité dans le temps de notre modèle, principalement sur la période 2007-2010. Ce qui nous a permis d'introduire des variables dummy dans notre modèle pour tenir compte du changement observé.

Les résultats obtenus après estimation du modèle de long terme en présence de la variable dummy montrent que les courbes respectives sur le test CUSUM et CUSUM carré de stabilité ne coupent pas le corridor (cf. Annexe 4). Nous pouvons conclure que le modèle est structurellement stable et ponctuellement stable sur chacun de ces tests.

II- Le modèle de court terme

On se propose ici d'estimer le modèle à correction d'erreur (MCE) en deux étapes. Ainsi, après l'estimation par les MCO de la relation de long terme, la relation du modèle dynamique (court terme) à estimer correspond à la relation (6) suivante :

$$D(\text{LogPIB}) = \alpha + \beta_1 D(\text{LogInv Priv}) + \beta_2 D(\text{LogCr priv}) + \beta_3 D(\text{LogTrav}) + \beta_4 D(\text{LogDO}) + \beta_5 \text{RESID}_{01}(-1) + \varepsilon$$

(6)

L'opérateur D désigne la différence première des différentes variables impliquées dans le modèle (6). La validité du MCE est liée au signe du coefficient de correction d'erreur β_5 qui doit être négatif et significativement différent de zéro. Les élasticités de court terme sont représentées par les coefficients β_1 , β_2 , β_3 et β_4 .

Le tableau 7 suivant rend compte de façon synthétique des résultats de l'estimation du MCE.

Tableau 7 : Présentation des résultats d'estimation du modèle de court terme

Variables	Coefficients	Ecart types	t-statistic	Probabilités
C	0.044849	0.026430	1.696899	0.1069
D(LINVPRIV)	0.006188	0.015643	0.395607	0.6970
D(LTRAV)	-0.202319	0.747609	-0.270621	0.7898
D(LCRPRIV)	0.011936	0.016772	0.711658	0.4858
D(LINVPUB)	0.053301	0.027391	1.945941	0.0674*
RESID 01 (-1)	-0.381987	0.167026	-2.286987	0.0345**
$R^2 = 0.441625$ R^2 ajusté = 0.286521 DW= 1.729389 F-statistic = 2.847279 Prob (F-statistic) = 0.045840 ***seuil de significativité à 1% **seuil de significativité à 5% * seuil de significativité à 10%				

Source : Résultats obtenus à partir des données de l'étude

Le coefficient de correction d'erreur associé à la variable RESID 01 (-1) est significativement négatif au seuil de 5%, il existe donc bien un mécanisme à correction d'erreur.

✓ **Qualité de la régression**

Le coefficient de détermination R^2 est sensiblement égal à 0,4416. Ce qui signifie que les variations du logarithme PIB sont expliquées seulement à 44,16% par les variables retenues dans le modèle.

✓ **Test de significativité globale**

Le modèle à correction d'erreur est globalement significatif car la statistique de Fisher a une probabilité acceptable : Prob (F-Stat) = 0.045840 donc inférieur à 5%.

✓ **Test de Ramsey**

Le test de Ramsey indique que l'introduction d'une variable fictive est non significative car (Prob F-statistic = 0.6336 > 5 %) (cf. Annexe 5). Le modèle de court terme semble ne pas souffrir d'omission de variables importantes.

✓ **Test d'autocorrélation des erreurs de Breusch-Godfrey**

La valeur de la probabilité obtenue (0.2256) est supérieure à 5% (cf. Annexe 6). On accepte H_0 . Par suite nous pouvons conclure que les erreurs ne sont pas autocorrélées dans le modèle à correction d'erreur.

✓ **Test d'hétéroscédasticité de White**

La valeur de la probabilité obtenue (0.8495) est supérieure à 5% (cf. Annexe 6). Nous pouvons conclure que les erreurs sont homoscedastiques.

✓ **Test de stabilité des coefficients**

Dans le cadre de notre étude les tests de CUSUM et de CUSUM Carré ont été effectués (cf. annexe 6). Chaque test montre que la courbe correspondante ne coupe pas le corridor. Le modèle est donc structurellement stable et ponctuellement stable.

Section 2 : Analyse des résultats, implication de politique économique et limites de l'étude

Paragraphe 1 : Analyse des résultats et validation des hypothèses

I- Analyse des résultats

Les résultats des estimations révèlent que l'investissement privé et le volume de crédit du secteur privé ont un impact positif à long terme sur la croissance du PIB. Mais seule la variable investissement privé semble avoir une influence significative sur la croissance du PIB. Ainsi, lorsque le volume de

l'investissement privé s'accroît de 1%, le PIB s'accroît de 0,96%. Ce taux d'accroissement qui est de 0,19% pour les crédits privés reste non significatif. Quant à la relation de court terme, nous remarquons que les deux variables investissement privé et crédit privé ont une influence positive sur l'évolution du PIB. Cependant, l'influence de ces deux variables reste non significative. De ces résultats on constate que l'investissement privé influence beaucoup plus la croissance économique que les crédits privés. Ceci dénote de leur efficacité et donc de la nécessité d'accélérer les différentes réformes engagées sur l'environnement des affaires.

Quant au crédit privé, les résultats du modèle montrent que le crédit privé influence positivement la croissance économique au Bénin. Cependant les coefficients obtenus ne sont pas significatifs. Ainsi donc, au-delà de la disponibilité des financements, la problématique de l'accès au financement reste posée. Le coût de la finance reste élevé en Afrique comme l'a souligné Beck et al. (2011) qui montrent l'importance des marges et des écarts de taux d'intérêt. La marge d'intérêt des banques africaines est de près de 482 points de base contre 334 pour les banques du reste du monde. Le coût élevé de la finance, généralement attribué à la petite taille des secteurs financiers locaux au Bénin ainsi qu'au risque élevé que portent les emprunteurs, représente une barrière qui ne permet pas au secteur privé de recevoir des financements, même lorsque ceux-ci sont disponibles. Les demandes de garanties excessives auxquelles sont confrontées les compagnies privées sont également liées au problème de l'accessibilité des financements. Les garanties demandées sont fréquemment citées comme l'un des obstacles majeurs empêchant les entreprises africaines de se financer.

L'incidence du facteur travail sur la croissance du PIB est positive à long terme. Le signe obtenu confirme le signe escompté ; donc l'élasticité de la croissance au niveau du facteur travail est positive. Ainsi, lorsque le volume du facteur travail

utilisé s'accroît de 1%, le PIB s'accroît de 10,9%. Au Bénin, l'évolution du volume du facteur travail a influencé beaucoup la croissance. Il faut souligner que le déversement des diplômés de l'enseignement supérieur sur le marché de travail et la qualité intellectuelle des employés y sont pour une bonne partie. Quant à la relation de court terme, nous remarquons que le coefficient du facteur travail est négatif. Ceci n'est pas conforme au signe attendu puisqu'une augmentation de 1% du facteur travail entraînerait une baisse de 2,02% du PIB. Ce résultat s'explique par le fait que l'investissement dans le facteur de production (travail) ne peut se manifester en même temps. Il est généralement admis qu'il faut un certain délai pour que l'impact de l'investissement se transmette à la production, et se traduise dans l'amélioration de la productivité et par la suite sur la croissance. Les positions des différents auteurs sont variables et parfois opposées. Certains, estimant que la croissance démographique est un atout pour la croissance économique (thèse Boserup) tandis que d'autres estiment qu'elle peut être un frein pour toute croissance économique (thèse Malthusienne). Au Bénin, la création de la richesse est imputable au facteur travail (Zannou, 2006).

Le degré d'ouverture a une influence négative sur la croissance économique à long terme. Mais le coefficient associé à la variable reste non significatif. A court terme, une augmentation de 1% de l'ouverture commerciale entraîne une augmentation de la production de 0,5%. Ce qui reste conforme à la littérature économique.

II- Validation des hypothèses

Le coefficient de corrélation entre l'investissement privé et la croissance économique est 0,924. Ce coefficient est très proche de 1, ce qui implique que les deux variables sont fortement corrélées. De plus, l'analyse des régressions économétriques montre que l'élasticité du revenu national par rapport à l'investissement privé est positive et significative. Ce qui voudrait dire que

l'investissement privé a une influence significative sur la croissance économique, d'où l'hypothèse H1 est validée.

Par ailleurs, les résultats des régressions économétriques révèlent une influence positive mais non significative du crédit privé sur la croissance économique. Néanmoins, le coefficient de corrélation entre les crédits privés et la croissance économique est 0,881. Ce coefficient très proche de 1, implique que les deux variables sont fortement corrélées d'où hypothèse H2 est validée. Cependant, il importe de souligner qu'au-delà de la disponibilité des financements, nos résultats font apparaître la problématique de l'accès au financement pour le secteur privé.

Paragraphe 2 : Implication de politique économique et limites de l'étude

I- Implication de politique économique

L'existence de lien positif entre l'investissement privé et la croissance économique au Bénin entraîne quelques implications économiques qu'il convient de relever. Il s'agira de :

- Mener une politique rigoureuse de promotion de la bonne gouvernance et de la transparence au sein de l'administration publique.
- Améliorer le climat des affaires à travers l'allègement fiscal et la prise de mesures incitatives à l'investissement. Un allègement fiscal surtout dans les secteurs très productifs aura pour conséquence d'augmenter le volume des investissements privé et d'accroître la production.
- Augmenter l'épargne intérieure et extérieure, mobilisées pour financer les investissements productifs du secteur privé.
- Œuvrer à la création de banque agricole et de banque d'investissement pour financer les leviers de la croissance.
- Accroître les investissements dans les secteurs sociaux et productif notamment l'éducation, la santé et la recherche.

- Prendre des lois en vue d'une diminution de l'enveloppe fiscale imposée aux opérateurs économiques.
- Mettre en place une structure de financement des entreprises qui leur permettra de bénéficier des ressources adéquates pour financer leurs projets d'investissement.
- Susciter et soutenir par toutes les mesures d'incitation appropriées, l'investissement à long terme par les opérateurs économiques du secteur privé.
- Améliorer l'efficacité économique en libérant les échanges et en réduisant l'implication directe de l'Etat dans la production des biens marchands et des services et en favorisant la concurrence intérieure dans tous les secteurs, notamment l'agriculture.
- Intensifier et élargir les interventions des institutions financières. En effet, plusieurs institutions concentrent leurs portefeuilles uniquement dans les centres urbains alors que les opérateurs des autres localités semi – urbaines et rurales disposent de projets très rentables. Il s'agit de diversifier le portefeuille en favorisant le financement des secteurs porteurs surtout le secteur agricole.

S'agissant du financement des investissements, il faudrait mettre en œuvre des mesures en vue d'accroître les sources de financement des investissements privés. Nos résultats montrent bien la nécessité de s'y intéresser. Il s'agit en l'occurrence de la création d'une banque d'investissement et d'un fonds de garantie des investissements financé par les banques, et établissements financiers.

En termes de gestion publique, il faudra améliorer la qualité des infrastructures et concevoir une politique fiscale qui allège la pression fiscale des entreprises. Ainsi le taux de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC) pourrait être ramené à 35% contre 38% actuellement. La diminution de recette qui résulte de cette mesure devrait être compensée par le relèvement du taux de TVA de 2 points déjà intervenu depuis Janvier 2000 dans le cadre de l'harmonisation des

droits et taxes à l'importation dans l'UEMOA. Par ailleurs concernant toujours les mesures d'incitations fiscales, le gouvernement devra accélérer la procédure de mise en place de zone franche industrielle.

En matière de Gouvernance, consolider les acquis démocratiques, moderniser l'administration et promouvoir avec détermination, la lutte contre la corruption. De même, il convient de poursuivre la mise à jour des textes juridiques existants et procéder à l'adoption de nouveaux textes dans le but de sécuriser et de protéger les investisseurs privés. Pour ce faire, le gouvernement devra faire jouer au secteur privé son rôle moteur de l'économie nationale. Ceci implique l'instauration d'un dialogue permanent entre Etat et le secteur privé notamment par le biais de la chambre de commerce et d'industrie du Bénin (CCIB) et le conseil National des Employeurs du Bénin (CNEB).

II- Limites de l'étude

Nous avons essayé dans le présent document de façon empirique d'analyser l'effet des investissements privés sur la croissance économique du Bénin. La présente étude loin de nous réjouir comporte certainement des limites qu'il s'avère nécessaire de relever.

En effet, l'étude n'a pas pris en compte plusieurs facteurs non moins importants tels la stabilité politique, la bonne gouvernance qui paraissent avoir d'une manière ou d'une autre, une influence sur la croissance. Ensuite notre étude n'a pas tenu compte d'un éventuel problème d'endogénéité. En effet, l'ampleur des investissements peut augmenter avec un niveau élevé de croissance. Dans ce cas, les coefficients obtenus par les estimateurs des MCO seraient biaisés.

CONCLUSION

La présente étude a permis d'appréhender le rôle de l'investissement privé dans la croissance économique au Bénin. Pour ce faire nous avons procédé à une estimation économétrique du PIB sur l'investissement privé, la population active et le crédit privé et le degré d'ouverture. Nous avons recouru à l'analyse de la cointégration des variables afin de saisir les variations de court et long terme de l'investissement privé.

Les résultats de l'étude montrent essentiellement que l'investissement privé a un effet positif sur l'activité économique. Quant aux crédits privés ils n'expliquent que faiblement la croissance économique au Bénin et témoignent qu'au-delà de la disponibilité des financements, la problématique de l'accès au financement reste posée. La population active et le degré d'ouverture ont un effet positif sur la croissance économique.

Au total, les recommandations ont été formulées pour une véritable politique de promotion des investissements privés. Pour l'essentiel, ces recommandations se rapportent à l'assainissement du cadre macroéconomique et la réforme du système financier pour un meilleur financement de l'investissement privé.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Ayinla mourital abi, M. (2003) « les déterminants et les contraintes de l'investissement privé : cas du Bénin » africain de développement et de la planification.
- CAPE (2001) : Forum national sur l'accélération de la croissance au Bénin, rapport général.
- Cellule Macroéconomique de la Présidence de la République du Bénin (1999) : rapport sur l'état de l'économie nationale.
- Code des investissements (1990), République du Bénin
- Denakpo, M. (2008) : « Investissement privé au Bénin » mémoire de maîtrise ès sciences économiques, FASEG – UAC.
- DGAE (2016) : « Rapport sur la situation économique et financière du Bénin au quatrième trimestre 2015 », Mécanisme de surveillance multilatérale de l'UEMOA.
- Epaulard, A. (2001) : « A la recherche des déterminants de l'investissement des entreprises », *Economie et statistique*, n°341-342, p.3-14.
- Esso, L. J. (2005) : « Investissements directs étrangers : déterminants et influence sur la croissance économique de la Côte d'Ivoire », Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES, Politique Economique et Développement, E. N° 117, 27p.
- Fadonougbo et al. (2008) : « Infrastructure publique et croissance économique : étude fondées sur les nouveaux modèles de croissance économique », mémoire de maîtrise ès sciences économiques, FASEG – UAC.
- Gnansounou, S. (2006) : « les facteurs explicatifs de l'investissement des entreprises privés au Bénin », 7èmes journées scientifiques du réseau « Analyse Economique et Développement de l'AUF », Paris.
- INSAE (2005) : « Le PIB du Bénin : composantes et emplois ».

Kuznets, S. (1935): « Relation between capital goods and finished products » in the business cycle in economic essays in honor of w.c. mitchelle, Columbia.

Mankiw, G. (2003), *macroéconomie*, 4^e édition, paris, de boeck.

O'connell & N'dulu, B. (2000): « Africa's growth experience a focus on sources of growth framework» paper prepared for the AERC collaborative research project on explaining African economic growth performance, Nairobi.

SCRIP Benin (2007) : stratégie de croissance pour la réduction de la pauvreté.

Zannou et al. (2006) : « Impact des investissements privés sur la croissance économique au Bénin », mémoire de maîtrise es science économique, FASEG – UAC.

ANNEXES

Annexe1 : Statistique descriptive et coefficient de corrélation entre les variables

Tableau A : Statistique descriptive

	LPIB	LINVPRIV	LCR_PRIV	LTRAV	LDO
Mean	22.34784	20.32581	20.33139	14.90356	21.77001
Median	22.38224	20.50936	20.17899	14.88964	21.72338
Maximum	22.86939	21.20232	21.39546	15.30728	22.70030
Minimum	21.83302	19.37550	19.22113	14.48624	21.02564
Std. Dev.	0.313744	0.510581	0.677266	0.249123	0.392375
Skewness	-0.089579	-0.385066	0.121937	0.009930	0.481721
Kurtosis	1.794529	2.036342	1.704674	1.824882	2.895681
Jarque-Bera Probability	1.547143 0.461362	1.585144 0.452679	1.809734 0.404596	1.438852 0.487032	0.978234 0.613168
Sum	558.6961	508.1451	508.2847	372.5891	544.2503
Sum Sq. Dev.	2.362447	6.256624	11.00855	1.489494	3.695003
Observations	25	25	25	25	25

Corrélation entre les variables

	LPIB	LINVPRIV	LCR_PRIV	LTRAV	LDO
LPIB	1.000000	0.924380	0.880946	0.996143	0.945904
LINVPRIV	0.924380	1.000000	0.737327	0.903465	0.885237
LCR_PRIV	0.880946	0.737327	1.000000	0.884525	0.842617
LTRAV	0.996143	0.903465	0.884525	1.000000	0.950883
LDO	0.945904	0.885237	0.842617	0.950883	1.000000

Annexe2 : Test de stationnarité

En niveau

LPIB

Null Hypothesis: LPIB has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 1 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	2.389463	0.9946
Test critical values: 1% level	-2.647120	
5% level	-1.952910	
10% level	-1.610011	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

LINVPRIV

Null Hypothesis: LINVPRIV has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 1 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.623564	0.4384
Test critical values: 1% level	-2.647120	
5% level	-1.952910	
10% level	-1.610011	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

LTRAV

Null Hypothesis: LTRAV has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 1 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	2.967360	0.9987
Test critical values: 1% level	-2.650145	
5% level	-1.953381	
10% level	-1.609798	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

LCRPRIV

Null Hypothesis: LCRPRIV has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 1 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.591462	0.4524
Test critical values:		
1% level	-2.647120	
5% level	-1.952910	
10% level	-1.610011	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

LDO

Null Hypothesis: LDO has a unit root
Exogenous: None
Lag Length: 2 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	2.104625	0.9896
Test critical values:		
1% level	-2.650145	
5% level	-1.953381	
10% level	-1.609798	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Annexe 3 : Test de cointegration de Johansen

Date: 12/08/16 Time: 20:04
Sample (adjusted): 1986 2014
Included observations: 29 after adjustments
Trend assumption: No deterministic trend (restricted constant)

Impact des investissements privés sur la croissance économique au Bénin

Series: LPIB LINVPRIV LINVPUB LTRAV LCRPRIV LDO
Lags interval (in first differences): No lags

Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Trace Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.994733	228.0385	103.8473	0.0000
At most 1	0.633612	75.89510	76.97277	0.0602
At most 2	0.457078	46.77727	54.07904	0.1903
At most 3	0.407517	29.06435	35.19275	0.1969
At most 4	0.254176	13.88479	20.26184	0.2974
At most 5	0.169328	5.380078	9.164546	0.2443

Trace test indicates 1 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level

* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level

**MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values

Annexe 4 : Le modèle de long terme

Dependent Variable: LPIB
 Method: Least Squares
 Date: 12/09/16 Time: 06:49
 Sample (adjusted): 1990 2014
 Included observations: 25 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	4.667806	0.429028	10.87996	0.0000
LINVPRIV	0.096559	0.022122	4.364815	0.0003
LTRAV	1.094879	0.077972	14.04203	0.0000
LCR_PRIV	0.019580	0.015083	1.298188	0.2098
LDO	-0.045713	0.037481	-1.219605	0.2375
DUMMY1	-0.003720	0.013495	-0.275625	0.7858
R-squared	0.996180	Mean dependent var		22.34784
Adjusted R-squared	0.995175	S.D. dependent var		0.313744
S.E. of regression	0.021794	Akaike info criterion		-4.608778
Sum squared resid	0.009025	Schwarz criterion		-4.316248
Log likelihood	63.60972	Hannan-Quinn criter.		-4.527642
F-statistic	990.9366	Durbin-Watson stat		1.159040
Prob(F-statistic)	0.000000			

Test classiques sur le modèle de long terme

Test d'hétéroschélasticité de white

Heteroskedasticity Test: White

F-statistic	0.597276	Prob. F(16,8)	0.8191
Obs*R-squared	13.60816	Prob. Chi-Square(16)	0.6279
Scaled explained SS	5.492201	Prob. Chi-Square(16)	0.9927

Test d'autocorrelation

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

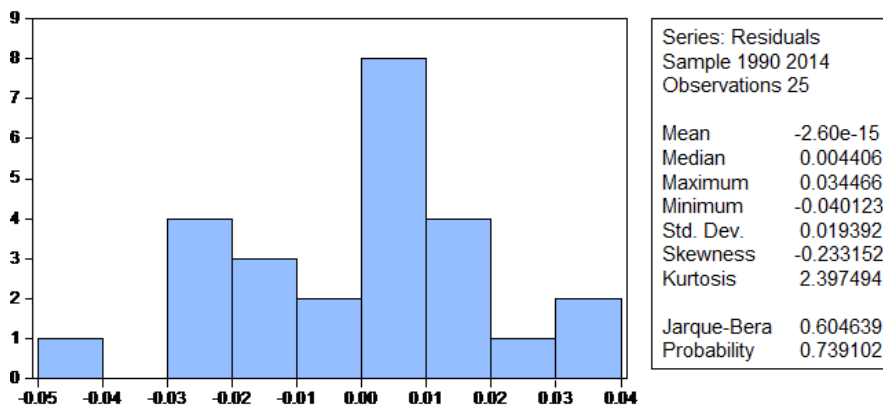
F-statistic	2.041780	Prob. F(2,17)	0.1604
Obs*R-squared	4.842115	Prob. Chi-Square(2)	0.0888

Test de ramsey

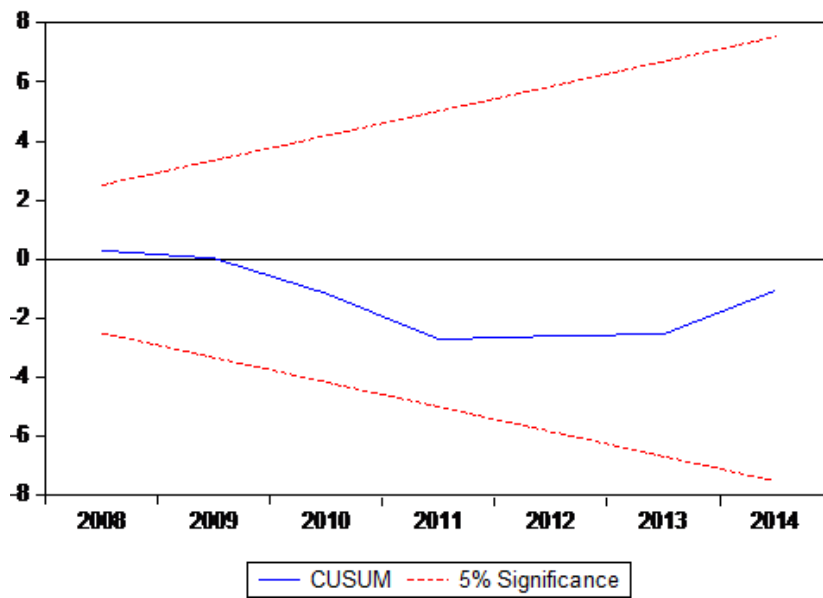
Ramsey RESET Test
 Equation: UNTITLED
 Specification: LPIB C LINVPRIV LTRAV LCR_PRIV LDO DUMMY1
 Omitted Variables: Squares of fitted values

	Value	df	Probability
t-statistic	2.731128	18	0.0137
F-statistic	7.459059	(1, 18)	0.0137
Likelihood ratio	8.667497	1	0.0032

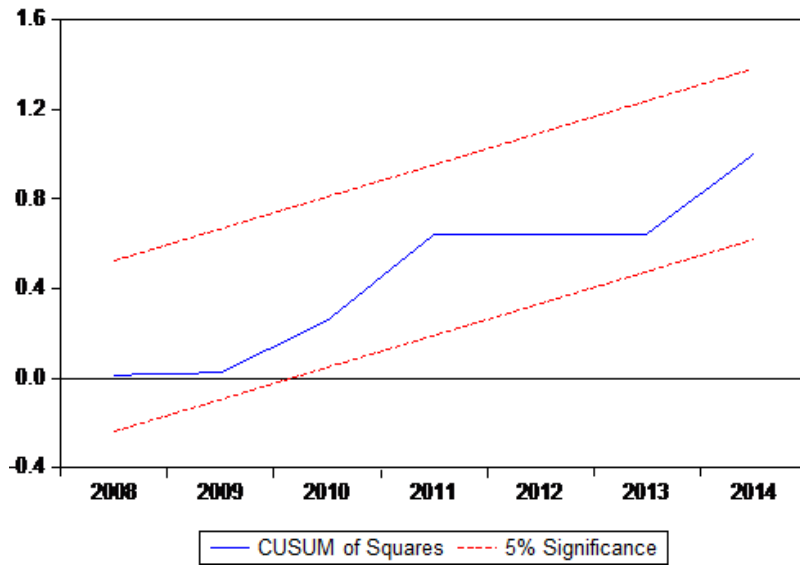
Test de normalité



Test de cusum



Test de Cusum carré



Annexe 5 : Le modèle de court terme

Dependent Variable: D(LPIB)
 Method: Least Squares
 Date: 12/09/16 Time: 06:56
 Sample (adjusted): 1991 2014
 Included observations: 24 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.044849	0.026430	1.696899	0.1069
D(LINVPRIV)	0.006188	0.015643	0.395607	0.6970
D(LTRAV)	-0.202319	0.747609	-0.270621	0.7898
D(LCR_PRIV)	0.011936	0.016772	0.711658	0.4858
D(LDO)	0.053301	0.027391	1.945941	0.0674
RESID01(-1)	-0.381987	0.167026	-2.286987	0.0345
R-squared	0.441625	Mean dependent var		0.043182
Adjusted R-squared	0.286521	S.D. dependent var		0.014423
S.E. of regression	0.012183	Akaike info criterion		-5.765217
Sum squared resid	0.002672	Schwarz criterion		-5.470704
Log likelihood	75.18261	Hannan-Quinn criter.		-5.687083
F-statistic	2.847279	Durbin-Watson stat		1.729389
Prob(F-statistic)	0.045840			

Test classique sur le modèle de court terme

Test d'hétéroschédasticité de white

Heteroskedasticity Test: White

F-statistic	0.506885	Prob. F(20,3)	0.8495
Obs*R-squared	18.51959	Prob. Chi-Square(20)	0.5532
Scaled explained SS	4.594838	Prob. Chi-Square(20)	0.9999

Test d'autocorrelation

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	1.636486	Prob. F(2,16)	0.2256
Obs*R-squared	4.075726	Prob. Chi-Square(2)	0.1303

Test de ramsey

Ramsey RESET Test

Equation: EQCT

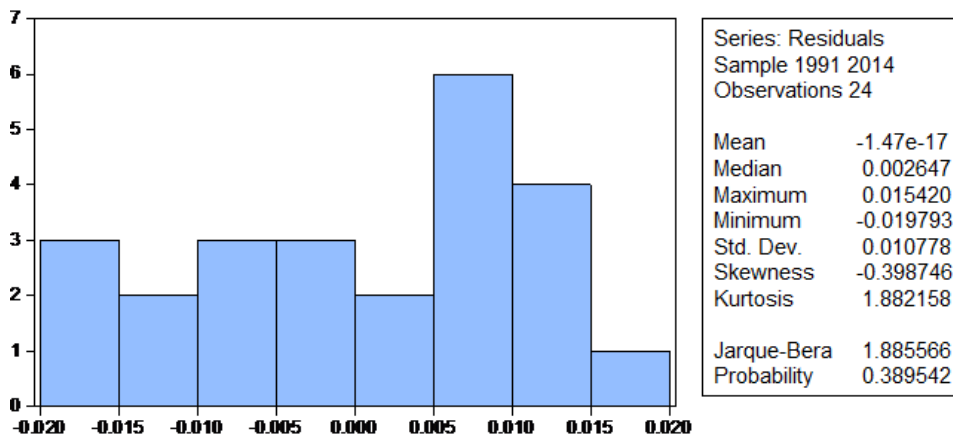
Specification: D(LPIB) C D(LINVPRIV) D(LTRAV) D(LCR_PRIV) D(LDO)

RESID01(-1)

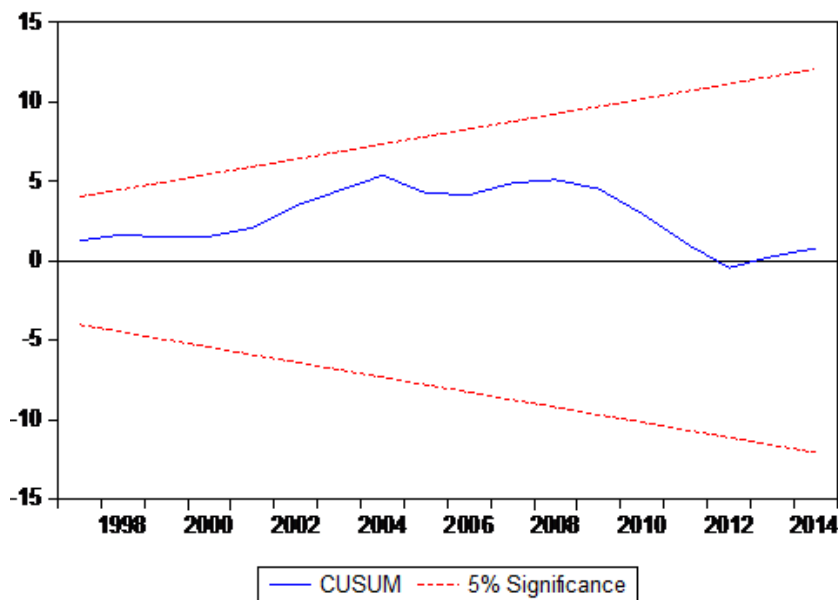
Omitted Variables: Squares of fitted values

	Value	df	Probability
t-statistic	0.485409	17	0.6336
F-statistic	0.235622	(1, 17)	0.6336
Likelihood ratio	0.330359	1	0.5654

Test de normalité



Test de cusum



Test de Cusum carré

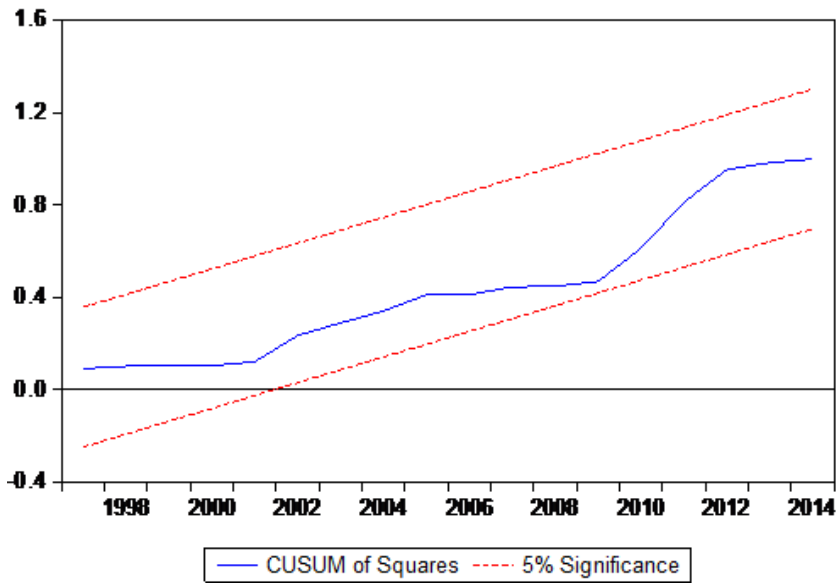


TABLE DES MATIÈRES

Avertissement i

Dédicaces	ii
Remerciements	iv
Sigles et abréviations	v
Liste des tableaux	vi
Liste des graphiques	vii
Résumé	vi
ii	
Sommaire	ix
Introduction	<u>1</u>
Chapitre I: Cadre théorique et méthodologie de l'étude	3
Section 1 : Cadre théorique de l'étude	3
Paragraphe 1 : Problématique et intérêt de l'étude	3
I- Problématique de l'étude	3
II- Intérêt de l'étude	4
Paragraphe 2 : Objectifs et Hypothèses de recherche	5
I- Objectifs	5
II- Hypothèses de l'étude	5
Section 2 : Revue de littérature et méthodologie de l'étude	5
Paragraphe 1 : Revue de littérature	5
I- Fondements théorique sur l'investissement et la croissance économique..	5
II- Etudes empiriques	8
Paragraphe 2 : Méthodologie de l'étude	11
I- Spécification du modèle	11
II- Source et traitement des données	13
III- Méthode d'analyse	14
Chapitre II: Investissements privés et croissance au Bénin	18

Section 1 : Evolution de l'investissement privé et la croissance au Bénin	18
Paragraphe 1 : Situation de l'économie nationale	18
I- La production	18
II- Le secteur privé.....	20
III- Crédit intérieur	21
Paragraphe 2 : Evolution du logarithme du PIB, de l'investissement privé et du crédit privé au Bénin	22
Section 2 : Climat des investissements privés au Bénin	23
Paragraphe 1: Caractéristiques du code des investissements	23
I- Code des investissements.....	23
II- Les institutions en charge des investissements privés au Bénin	28
Paragraphe 2 : Financement des investissements privés au Bénin	28
I- Le financement du système bancaire.....	28
II- Les sources informelles et alternatives de financement	29
III- Le financement au plan international	29
IV- Cadre politique économique des IDE	30
Chapitre III : Présentation, analyse des résultats, implication de politique économique et limites de l'étude	32
Section 1 : Résultats des tests	32
Paragraphe 1 : Résultat du test de diagnostic sur les données	32
I- Statistique descriptive	32
II- Etude de la stationnarité (tests de racine unitaire)	32
III- Test de cointégration de Johansen.....	34
Paragraphe 2 : Résultats de l'estimation du modèle	34
I- Modèle de long terme	34
II- Le modèle de court terme	36

Section 2 : Analyse des résultats, implication de politique économique et limites de l'étude	39
Paragraphe 1 : Analyse des résultats et validation des hypothèses	39
I- Analyse des résultats	39
II- Validation des hypothèses.....	40
Paragraphe 2 : Implication de politique économique et limites de l'étude	40
I- Implication de politique économique.....	40
II- Limites de l'étude	43
Conclusion	45
Références bibliographiques	46
Annexes	xi
Table des matières	xx